



**Arrêté préfectoral n°2024 – 3079 du 23 octobre 2024  
modifiant et complétant les dispositions fixées par l'arrêté préfectoral n° 2009-0972 du 19 mai 2009  
réglementant les activités de la société ARCELORMITTAL Construction France  
site 2 à CONTRISSON**

**Le Préfet de la Meuse,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

**Vu** le Code de l'environnement ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** le décret du 15 février 2023 portant nomination de Monsieur Xavier DELARUE, Préfet de la Meuse ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2023-2130 du 21 août 2023 accordant délégation de signature à Monsieur Christian ROBBE-GRILLET, Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2009-0972 du 19 mai 2009, modifié, autorisant la société ARCELORMITTAL Construction France à exploiter des activités classées pour la protection de l'environnement dans son usine (site 2) à CONTRISSON ;

**Vu** le dossier de porter à connaissance, relatif à la modification des conditions d'exploitation, transmis en Préfecture de la Meuse le 22 avril 2024 ;

**Vu** les courriels de la société ARCELOR CONSTRUCTION France à l'inspection des installations classées en date du 06 juin 2024 et du 09 août 2024 précisant notamment les niveaux d'exploitation des installations ;

**Vu** la décision de cas par cas en date du 4 octobre 2024, ne soumettant pas le projet à évaluation environnementale

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est, référencé JPM/441-2024, en date du 26 septembre 2024 ;

**CONSIDÉRANT** l'évolution de volume / puissance de certaines rubriques de la nomenclature des installations classées, pour la protection de l'environnement pour les installations du site 2 de la société ARCELORMITTAL CONSTRUCTION FRANCE sise à CONTRISSON ;

**CONSIDÉRANT** que cette évolution n'est pas substantielle au sens de l'article R181-46 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité d'acter l'évolution de la situation administrative du site au regard de la nomenclature ICPE ;

**Sur proposition** du Secrétaire Général de la préfecture de la Meuse,

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> : Champ et portée du présent arrêté

Il est donné acte des modifications qui vont être apportées par la mise en service du projet HELEXIO® sur le site 2 de CONTRISSON.

Les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2009-0972 du 19 mai 2009, modifié, autorisant la société ARCELORMITTAL Construction France à poursuivre sur son site 2 à CONTRISSON l'exploitation d'une usine de fabrication de tôles pré-laquées en continu, de panneaux sandwichs et de profilés métalliques, sont complétées par les dispositions du présent arrêté.

### Article 2 : Classement des activités ICPE exercées sur le site

L'intitulé « Rubriques de classement » du chapitre 1.2 Nature des installations, de l'arrêté préfectoral n° 2009-0972 du 19 mai 2009 est remplacé par les dispositions suivantes :

#### Article 1.2.1 Rubrique de classement

Rubrique	Activité	Capacité	Classement
3670-2a	Traitement de surface de matières, d'objets ou de produit à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage ou d'imprégnation, avec une capacité de consommation de solvant organique supérieur à 150 kg par heure	900t/an	A
3410-h	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques, tels que : h) Matières plastiques (polymères, fibres synthétiques, fibres à base de cellulose)	17t/jour	A
2660-a	Fabrication industrielle ou régénération de polymères	17t/jour	A
2940-2a	Verni, peinture, colle... (application, cuisson, séchage)	17,6 tonnes / jour	E
2661-1b	Transformation de polymères	17t/jour	E
2565-2a	Métaux et matière plastiques (traitement des)	18 000 litres	E
2560-1	Métaux et alliages (travail mécanique des)	> 1 000 kW Puissance totale 10 000 kW	E
2662-1	Stockage de polymères	1 750 m <sup>3</sup>	E
4331-2	Liquide inflammable de catégorie 2 ou 3	140 tonnes	E
4511-2	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2	138 tonnes	DC
2910-a2	Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931	1 MW < DC < 20 MW installation 12 MW	DC

<b>2921-1b</b>	Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de)	D < 3000KW	DC
----------------	--	------------	----

Les prescriptions de la présente autorisation s'appliquent également aux installations exploitées dans l'établissement et qui, bien que n'étant pas visées par la nomenclature des installations classées, ou étant en dessous des seuils de classement, sont de nature à modifier les dangers et inconvénients présentés par les installations classées.

### **Article 3 :**

Conformément à l'article R. 512-50 II du Code de l'environnement, les dispositions des arrêtés relatifs aux prescriptions générales prévus à l'article L. 512-10 du même code, sont applicables aux installations classées soumises à déclarations incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation, dès lors que ces installations ne sont pas régies par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

### **Article 4 : Information**

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de CONTRISSON, commune d'implantation de l'usine.

Elle y sera affichée pendant une durée minimum d'un mois. Un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité sera adressé à la Préfecture de la Meuse – Bureau des procédures environnementales.

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Meuse pendant une durée minimale de quatre mois.

### **Article 5 : Délais et voies de recours**

En application de l'article R. 181-50 du Code de l'environnement, la présente décision est contestable devant le Tribunal administratif de Nancy, 5 place de la Carrière, CO 20038, 54036 NANCY Cédex. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives, ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

#### **Article 6 : Obligation de notification de recours**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision ainsi qu'à son bénéficiaire mentionné à l'article 1<sup>er</sup>, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans le délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

#### **Article 7 : Exécution**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse, le Maire de CONTRISSON et l'Inspection des installations classées de la DREAL Grand-Est, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

– à titre de notification, à la société ArcelorMittal Construction France, site 2 : ZI Longues Raies – 55800 CONTRISSON.

– à titre d'information, à :

- M. le Directeur Départemental des Territoires de la Meuse – service environnement,
- Mme la Déléguée territoriale de Meuse de l'Agence Régionale de Santé Grand Est,
- M. le Directeur du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Meuse,
- M. le Directeur de Cabinet – Bureau de Défense et de Protection Civiles.

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général de la Préfecture,



Christian ROBBE-GRILLET